



Déclaration liminaire du CEN du 19 Octobre.

Mesdames et messieurs les membres du CEN.

La rentrée scolaire s'est déroulée en Seine et Marne de manière chaotique.

Dans le second degré, nous sommes alertés par différents établissements ou les enseignants ne sont pas présents.

Dans le premier degré ce sont 90 départs en retraite de plus que l'an dernier qui par voie de conséquence bloquent des titulaires remplaçants dès la rentrée scolaire et imposent des non-ouvertures dans des écoles pourtant saturées.

La France en marche fait courir nos aînés.

Nous connaissons la pénurie de professeurs dans certaines matières et les messages envoyés par notre gouvernement ne sont pas prêts de rassurer les éventuels postulants à une carrière dans le service public.

Car si nous avons obtenus un certain nombre d'avancées avec le gouvernement précédent, force est de constater que la France pratique la marche arrière en ce qui concerne nos collègues.

Augmentation des cotisations retraites, augmentation de la CSG, gel du point d'indice, recul de la mise en œuvre du PPCR, retour du jour de carence...les cadeaux présidentiels allègeront vite la hotte du père Noël. Pour un candidat qui désire relancer la croissance, il est clair qu'il ne compte pas sur le pouvoir d'achat des enseignants...

Quant à notre ministre de tutelle, là aussi afin de finir de nous échauffer c'est une course en arrière qui nous est proposée.

Rétro pédalage pour les rythmes scolaires sans même en avoir fait un bilan, donnant aux municipalités les prérogatives sur l'organisation de la semaine.

Haro sur les plus de maitres que de classe afin de pourvoir aux dédoublements promis en éducation prioritaire.

Coup de balai sur la réforme du collège qui avait pour objectif d'améliorer les chances de réussite des élèves les plus fragiles. En effet pas besoin de textes réglementaires éradiquant celle-ci pour que les conseils d'administration, entre les mains des classes moyennes et supérieures, puissent décider de la réouverture de nombreuses options.

Les préoccupations des adultes sont nettement plus importantes que les résultats scolaires des enfants.

Nous avons entendu souvent, dans de nombreuses instances, railler le slogan de campagne du candidat Hollande. Mais dans l'éducation nationale, le changement s'opérait. Nous ne sommes pas naïfs au point d'imaginer que les clés étaient trouvées et que chaque enfant pourrait ouvrir la porte d'un avenir serein mais quoiqu'on en pense des nouveaux chemins étaient tracés et il aurait juste fallu prendre le temps de les explorer un peu, avant de décréter que l'itinéraire n'était pas le bon.

L'OCDE récompensait dernièrement l'ancien ministre pour la politique éducative menée en faveur des élèves en ayant le plus besoin afin de réduire l'écart entre les meilleurs élèves et les plus en difficulté, mal endémique du système éducatif français.

Bien évidemment nous portons une part de la responsabilité. Nous n'avons pas su nous emparer ou convaincre nos collègues et les parents d'élèves du bienfondé de ces réformes.

Le GPS de Monsieur Blanquer est bloqué sur le message « faites demi-tour ».

Alors jusqu'à quand remontrons-nous ?

Le retour du tableau d'honneur ?

Les leçons de morales ?

La plume et l'encrier, si tant est qu'il reste assez de budget aux écoles pour acheter du buvard.

Car les économies ce seront là les maîtres mots pour les services d'éducation, au mépris de l'humain.

Ainsi nous ferons fi des contrats aidés se déclinant chez nous par une aide administrative plus que nécessaire tant les directeurs ne voient toujours pas arriver la simplification de leurs tâches mais aussi des moyens de surveillance dans les établissements du second degré ou encore des auxiliaires de vie scolaire essentiels afin de permettre au plus grand nombre d'enfants souffrant de handicap de vivre une scolarité normale.

Ces partenaires de notre Ecole qui, nous nous excusons de le rappeler mais cela s'avère nécessaire, ne sont pas de simples contrats mais bien des êtres humains vont non seulement laisser un vide cruel de par la qualité du travail qu'ils effectuaient mais pour beaucoup vont se retrouver sans emploi et avec un avenir beaucoup plus incertain.

Car c'est de cela qu'il s'agit, de notre société, de celle que nous voulons pour nous et les générations à venir. Quel est le monde ou du moins le pays dans lequel nous souhaitons vivre ?

Celui où les richesses devront être partagées par une minorité de nantis ou celui où ces mêmes richesses devraient servir à donner des chances identiques à chacun d'entre nous ?

Les cours d'école restent le seul endroit où l'ensemble des futurs citoyens de notre pays se côtoient, jouent, parfois se chamaillent sans que la couleur de peau, les croyances viennent envenimer leurs rapports. Il est alarmant que dès le collège, des stratégies de fuite vers des lieux plus prospères s'organisent afin que les élites se retrouvent et délaissent toutes formes de mixité sociales.

De même il est inacceptable que l'argent public subventionne l'enseignement privé.

Nous le redisons et la martèlerons tant que cela sera nécessaire, école publique, fonds publiques.

Ecole privée, fonds privés !

La société de demain se prépare à l'école mais dans une école publique, laïque et gratuite.

